

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 13 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

DEROMEDI CARRIERES

« Jussy »
58 220 CIEZ

Références : 230275
Code AIOT : 0005400359

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2023 dans l'établissement DEROMEDI CARRIERES, implanté au lieu-dit « Jussy » - 58220 CIEZ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEROMEDI CARRIERES
- « Jussy » - 58 220 CIEZ
- Code AIOT : 0005400359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'inspection s'inscrit dans un contexte de plaintes pour bruit à l'encontre des 4 carrières formant « Les carrières de Jussy ».

Le site est une carrière à ciel ouvert de calcaire autorisée depuis 1999. Ce site fait partie des quatre carrières formant « Les carrières de Jussy » situées sur les communes de Ciez et Entrains-sur-Nohain. La carrière DEROMEDI fonctionne 7j/7 24h/24.

La destination des matériaux est multiple : industries, verreries, alimentation animale et pour le gisement impropre, routier et béton. Les produits sont expédiés au niveau national.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conditions d'exploitation ;
- clôtures / barrières ;
- information du public ;
- bruit ;
- poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
15	Déchets	AP du 22/12/1999, art. 35	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
16	Prévention des pollutions accidentelles	AP du 22/12/1999, art. 25.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Respect du phasage	AP du 22/12/1999, art. 21.2	/	Sans objet
9	Poussières	AP du 22/12/1999, art.31	/	Sans objet
10	Poussières	AM du 26/11/2012, art. 6	/	Sans objet
13	Poussières	AP du 22/12/1999, art. 29	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Info. du public	AP du 22/12/1999, art.14	/	Sans objet
2	Clôtures et barrières	AP du 22/12/1999, art. 15	/	Sans objet
3	Exploitation	AP du 22/12/1999, art. 38	/	Sans objet
5	Bruits et vibrations	AP du 22/12/1999, art. 33	/	Sans objet
6	Bruits et vibrations	AP du 22/12/1999, art. 34	/	Sans objet
7	Bruits et vibrations	AM du 26/11/2012, art. 44	/	Sans objet
8	Poussières	AP du 22/12/1999, article 32	/	Sans objet
11	Poussières	AP du 22/12/1999, art. 17	/	Sans objet
12	Poussières	AM du 22/09/1994, art. 17	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Poussières	AP du 22/12/1999, art. 30	/	Sans objet
17	Entretien et maintenance	AP du 22/12/1999, art. 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le sujet des nuisances sonores, qui est l'objet de nombreuses plaintes des riverains, l'inspection relève que les contrôles bruit ont été réalisés et que l'exploitant a travaillé à essayer d'améliorer la situation notamment en installant un bâtiment fermé, disposant de murs anti-bruit aux dires de l'exploitant, pour une partie des installations de traitement des matériaux et en capotant les installations en extérieur. Il est à noter que dans l'optique de réduire les nuisances sonores dues au trafic de camions entre SOSEMAT et DEROMEDI, une voie pour le transport par camions entre les deux carrières, avec une pente plus douce, a été nouvellement créé.

Le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores ne fait pas état de non-conformité, à noter cependant que pour la durée de mesurage (entre 11h30 et 14h), le rapport n'indiquait pas l'état de fonctionnement des installations et une des valeurs limites imposées par l'AP d'autorisation n'a pas été vérifiée. Ces points seront contrôlés dans le cadre du contrôle inopiné mandaté pour 2023. Ce contrôle se fera sur 4 jours, ce qui permettra de lever l'hypothèse d'un manque de représentativité des mesures.

Pour les autres points de contrôles, plusieurs points de non-conformités sont relevés.

Certains sont mineurs : absence de notice récapitulant les mesures mises en oeuvre pour limiter l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation de produits, retard de phasage, bâchage des camions non systématiques, etc.

Deux points peuvent être qualifiés de non-conformités majeures et feront l'objet d'une proposition de mise en demeure :

- le premier point concerne **l'entreposage de déchets** De nombreux déchets, dont la plupart ne sont pas réutilisés pour les besoins de fonctionnement de la carrière, sont entreposés sur une zone de la carrière, dont certains sont souillés d'hydrocarbures. La végétation a largement poussé autour d'une grande partie d'entre eux ce qui laisse penser que la situation perdure depuis longtemps. Aucune évolution n'est d'ailleurs constatée depuis la dernière inspection.
- le second point concerne **le stockage sans rétention de plusieurs fûts et bidons de liquides susceptibles d'engendrer une pollution accidentelle.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information du public

Référence réglementaire : AP du 22/12/1999, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Panneaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Il a été constaté à l'entrée de la carrière la présence d'un panneau avec les informations requises.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : AP du 22/12/1999, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des accès / pancartes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La zone en cours d'exploitation (travaux préliminaires, extraction, remise en état) et les installations de traitement doivent être ceinturées par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau du chemin d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.
Constats : Sur la portion de périmètre inspectée, il n'a pas été constaté de non-conformité. Le site est ceint par une clôture et une barrière à l'entrée. Des pancartes signalant le danger ont été constatées le long de la clôture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : AP du 22/12/1999, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Plan topographique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan à l'échelle 1/2000ème de la carrière. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m ;• la position des fronts ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ;• la position des ouvrages visés à l'article 18 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour une fois l'an et est transmis à l'inspecteur des Installations Classées.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection son plan topographique à jour, daté de décembre 2022. Ce plan est à l'échelle 1/1250 ^{ème} . Hormis ce point, tous les éléments demandés dans l'AP d'autorisation susvisé figurent sur ce plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : AP du 22/12/1999, article 21.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant le plan et les coupes annexés en phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation, soit 6 phases d'environ 10 ha pour 5 ans. L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.
Constats : <u>NON-CONFORMITE :</u> L'exploitation en est à la phase 2. Un retard sur le phasage est constaté. L'exploitant indique qu'un projet modificatif sera présenté à la DREAL en 2024. Un dossier de renouvellement de l'autorisation est également en projet, l'autorisation actuelle parvenant dans les années qui viennent au terme des 30 ans (2029).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : AP du 22/12/1999, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Niveaux acoustiques admissibles</u> En dehors des tirs de mines, les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suit, en limite de la zone d'exploitation autorisée : <ul style="list-style-type: none">- 65 dB(A) pour la période diurne allant de 6h30 à 21h30 sauf dimanches et jours fériés,- 55 dB(A) pour la période nocturne allant de 21h30 à 6h30 ainsi que les dimanches et jours fériés. Sous réserve du respect de l'émergence de 3 dB(A) en limite de la zone d'exploitation autorisée. Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continue équivalent pondéré A : Leq. L'évaluation du niveau de pression est effectuée sur une période d'au moins une heure représentative du fonctionnement le plus bruyant de l'installation.[...] <u>Contrôles</u> Un contrôle du niveau sonore est effectué dès l'ouverture de la carrière en trois emplacements définis en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées. Ces contrôles doivent être renouvelés tous les trois ans. Les mesures sont transmises dans un délai de un mois à l'inspecteur des Installations Classées accompagnées, le cas échéant, d'un commentaire et de propositions.
Constats : L'inspection s'inscrit dans un contexte de plaintes de bruit. Les dernières mesures de bruit transmises par l'exploitant sont celles figurant dans le rapport du 15/10/2020. Les mesures ont été effectuées le 15/09/2020. Le rapport conclut à la conformité par rapport aux valeurs limites prescrites dans l'APA du 22/12/1999. Lors de la visite d'inspection 2022, il était souligné que les mesures ne présentaient pas de non-conformité mais qu'elles avaient été effectuées entre 11h30 et 14h15 et que l'exploitant devait justifier qu'il s'agit de la période la plus bruyante du fonctionnement de la carrière. <u>OBSERVATIONS :</u> Si le rapport de 2020 conclut bien sur la conformité des mesures par rapport aux valeurs limites de bruit en limite de propriété et d'émergence dans les zones à émergence réglementée (ZER), le rapport ne conclut pas sur le respect de l'émergence de 3dB(A) en limite de zone d'exploitation autorisée. Un contrôle inopiné sera réalisé à la demande de l'inspection courant 2023. Les niveaux de bruit ambiant mesurés devront être comparés au niveau de bruit résiduel afin de déterminer l'émergence et de conclure sur le respect ou non de l'émergence de 3 dB(A) en limite de la zone d'exploitation autorisée.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : AP du 22/12/1999, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Tirs de mines</u> Les tirs ont lieu uniquement les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus). <u>Contrôles</u> Le respect des vitesses fixées à l'article 22.2 de l'AM du 22 septembre 1994 est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière aux emplacements et dans des conditions définies en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées. Les mesures sont renouvelées tous les 3 ans et lorsque les conditions de tirs sont modifiées. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées, en cas de dépassement des valeurs limites, les résultats sont transmis à ce dernier dans les meilleurs délais.
Constats : <u>Constats 2022 :</u> Les dernières mesures effectuées par la société Titanobel en date du 06/11/2019 montrent que les valeurs limites ne sont pas dépassées. Une nouvelle mesure doit être effectuée en 2022. <u>Constats 2023 :</u> L'exploitant a présenté lors de l'inspection la mesure de vibration réalisée le 23/11/22. Aucun dépassement du seuil des 10 mm/s n'est indiqué. La vitesse maximale enregistrée est de 0,19 mm/s à la maison du Chalumeau. L'exploitant indique réaliser les tirs de mines uniquement du lundi au vendredi, une fois par semaine, soit au sein de l'exploitation DEROMEDI soit dans la carrière voisine SOSEMAT (même exploitant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : AM du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de broyage / concassage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. Les installations sont, en tant que de besoin, soit installées dans des encoffrements avec des dispositifs de traitement des poussières et des calories, soit capotées au maximum ou équipées de tout autre moyen équivalent. [...]
Constats : L'exploitant indique avoir mis en place un capotage du crible et avoir mis en place un bâtiment fermé dans lequel sont installées les machines de traitement. Lors de l'inspection, il a effectivement été constaté la présence d'un bâtiment fermé avec des équipements permettant le traitement des matériaux. Toutefois, d'autres équipements de broyage / concassage sont en extérieur. Les équipements sont encoffrés et/ou capotés. A noter qu'il est difficile de conclure à l'efficacité du dispositif de capotage ou encoffrement mis en place. En effet, à proximité des équipements en extérieur, il est constaté un niveau de bruit très élevé ; la conversation y est impossible, ce qui correspond à des niveaux de bruit d'au moins 100 dB (source: https://travail-emploi.gouv.fr/sante-au-travail/prevention-des-risques-pour-la-sante-au-travail/autres-dangers-et-risques/article/bruit-en-milieu-de-travail).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Poussières

Référence réglementaire : AP du 22/12/1999, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant fait procéder, à ses frais, par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Cette surveillance s'exerce sur chacun des points à raison d'un contrôle annuel s'il existe des émissions canalisées.</p> <p>Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence, sont conservés par l'exploitant.</p> <p>Un réseau de surveillance des retombées de poussières est installé au vu d'un projet d'implantation et d'exploitation, établi par un organisme compétent, conformément aux normes NFX 43021, 43 023 et 43 017.</p> <p>4 points de contrôle au moins seront installés en accord avec l'inspecteur des Installations Classées.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont enregistrées en continu.</p> <p>Un rapport synthétise chaque année l'exploitation de ce réseau. Il est transmis à l'inspecteur des Installations Classées sur simple demande.</p>
Constats : <u>Constats 2022 :</u> <p>Concernant le réseau de surveillance des retombées de poussières, le bilan 2021 (campagnes d'avril 2018 à mai 2021) montre que le seuil de 500 mg/m²/jour pour les jauges en point de type (b) fixé par l'article 19.7 de l'AM du 22 septembre 1994 n'est pas dépassé. Un seul dépassement est à noter pour la jauge témoin, de type (a), la plus éloignée du site en avril 2021. Le rapport indique un temps particulièrement sec et le fauchage de la parcelle à cette période, expliquant ce dépassement.</p> <u>Constats 2023 :</u> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le rapport de mesures de retombées de poussières du 1^{er} février 2023.</p> <p>Le rapport concerne des mesures réalisées en juin et en septembre 2022 sur 30 jours pour chacune des 2 périodes. Les résultats concernent 8 stations de mesure dont 3 points en limite de propriété. Il ne relève pas de non-conformités.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Poussières

Référence réglementaire : AP du 22/12/1999, article 31	
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Conditions de mesures : Les débits des effluents gazeux et leurs concentrations en polluants sont rapportés aux conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage pour lesquelles les mesures se font sur gaz humide. Les rejets à l'atmosphère des installations listées ci-dessous sont faits dans les conditions suivantes : Filtre 1 : poussières : <ul style="list-style-type: none">• débit maximal : 1 800 m³/h• concentration : 20 mg/Nm³• flux : 0,036 kg/h• flux : 0,85 kg/j Filtre 2 : poussières : <ul style="list-style-type: none">• débit maximal : 8 000 m³/h• concentration : 20 mg/Nm³• flux : 0,16 kg/h	
Constats : <u>Constats 2022 (susceptibles de suites) :</u> Cette prescription n'est plus adaptée à l'installation. Les changements ont été notifiés à l'inspection lors d'un porter-à-connaissance reçu en 2019 et la modification de la prescription sera demandée lors du renouvellement de l'autorisation de la carrière. Les rejets des émissions canalisées ont été analysés par la société DEKRA les 13 et 14 juin 2022. D'après ce rapport, 3 installations ressortent non-conformes à la réglementation (valeur limite d'émission : 20 mg/m ³) : <ul style="list-style-type: none">- FCB1 concentration en poussières moyenne mesurée 52.2 mg/m³- HAZEMAG 21.9 mg/m³- DRAGON 22.2 mg/m³ Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit accompagner ses résultats des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence dans les plus brefs délais. L'exploitant doit mettre en place des mesures correctives dans les plus brefs délais. Une attention particulière est portée sur l'installation « FCB1 ». <u>Réponse exploitant :</u> Suite aux mesures de rejets canalisés des 13 et 14 juin dernier, il ressortait que 3 installations dépassaient la valeur limite d'émission de 20mg/m ³ . L'installation FCB1 est celle qui dépassait le plus cette limite. Les 2 autres installations se situant juste au dessus de la valeur limite. Ces résultats pouvaient s'expliquer de la manière suivante : Sur FCB1 : un retard pris dans le remplacement des manches à poussières du filtre. Sur Hazemag : les mesures ont été perturbées par des problèmes de process (pannes, arrêts intempestifs, redémarrages successifs du process) le jour même. Sur Dragon, accumulation de poussières dans le conduit d'exhaure après le filtre. Il a été décidé au vu de ces résultats de procéder à des contre-mesures sur ces 3 installations. Avant cela, les manches du filtre FCB1 ont été changées en juillet. de	

même que celles du filtre Dragon en septembre (voir tableau Annexe 4), et le conduit d'exhaure du filtre DRAGON a été nettoyé. Par contre il ne semblait pas nécessaire au vu de l'historique des mesures sur Hazemag de changer les manches.

Les contre-mesures ont été effectuées par DEKRA le 26 octobre 2022 (voir Annexe 4).

Les résultats transmis vendredi dernier 16 décembre montrent :

- Une valeur d'émission de poussière très en deçà de la valeur limite sur FCBI. Ceci confirme que le remplacement des manches était nécessaire et suffisant.
- Par contre des valeurs d'émission de poussière toujours au-dessus de la valeur limite pour Hazemag et Dragon. Nous avons été surpris de ces résultats. Historiquement sur Hazemag, le changement de manches annuel suffit à respecter les valeurs d'émission. Ce qui change par rapport aux années précédentes est une utilisation plus fréquente de la ligne Hazemag liée à de nouveaux clients. On peut alors supposer une usure plus rapide des manches.
- Sur Dragon, une inspection de l'installation a révélée un mauvais fonctionnement du process qui n'avait pas été détecté.
- Nous avons commandés de nouvelles manches pour Hazemag et remplacés la pièce defectueuse sur Dragon. Le délai de fourniture des manches indiqué par le fournisseur est le début février 2023 (voir annexe 5). Nous proposons de refaire des mesures d'émission sur Hazemag et Dragon une fois les manches changées sur Hazemag. Nous allons également augmenter la fréquence de remplacement de ces manches à raison d'une fois par semestre au lieu de une fois par an.

Constats 2023 :

L'exploitant a indiqué que les manches ont été changées sur HAZEMAG. Une nouvelle mesure de rejets est prévue les 10 et 11 mai 2023.

DEMANDE DE COMPLEMENTS: Il est demandé à l'exploitant de transmettre la facture des manches remplacés et le rapport d'analyse des rejets canalisés dès réception.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Poussières

Référence réglementaire : AM du 26/11/2012, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de broyage / concassage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées. • Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. [...] • L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés : <ul style="list-style-type: none"> – les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ; – la liste des pistes revêtues ; – les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ; – les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus. • Pour les produits de faible granulométrie inférieure ou égale à 5 mm, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrants ou sortants du site sont bâchés si nécessaire.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un dispositif de lavage de roues.</p> <p>Les camions circulant au sein de l'installation engendrent un nuage de poussières. Les routes internes sont empoussiérées. Elles sont toutefois suffisamment longues pour que les voies extérieures aux abords de la carrière soient dans un bon état de propreté et d'empoussièrement</p> <p>NON-CONFORMITÉ : L'exploitant n'a pas rédigé la notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.).</p> <p>Pour les produits de faible granulométrie, les camions sortants du site ne sont pas systématiquement bâchés. Les camions sortant du site sont à 60 % des citernes aux dires de l'exploitant. Le reste sont soit des camions bennes de gros transporteurs soit des entreprises de travaux publics de la région ou des particuliers, qui ne bâchent pas systématiquement leurs camions. L'inspection attire la vigilance de l'exploitant sur ce point, qui doit être mis en place en tant que de besoin, en fonction de l'humidité des produits.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Poussières

Référence réglementaire : AP du 22/12/1999, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage des roues des camions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un dispositif débourbeur ou une longueur suffisante de chaussée stabilisée, maintenue propre est mis en place sur la voie de sortie pour permettre le nettoyage des roues des véhicules sortant et pallier l'épandage de boue sur la chaussée publique.[...]
Constats : L'exploitant dispose d'un dispositif de nettoyage de roue et d'une longueur suffisante de chaussée stabilisée sur la voie de sortie pour permettre le nettoyage des roues des véhicules sortant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Poussières

Référence réglementaire : AM du 22/09/1994, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien bâtiments / voies de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.
Constats : Les camions circulant au sein de l'installation engendrent un nuage de poussières à leur passage. Les routes internes sont empoussiérées ; elles sont toutefois suffisamment longues pour que les voies extérieures aux abords de la carrière soient dans un état de propreté et empoussièrément satisfaisant. L'exploitant a mis en place un dispositif de lavage de roues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Poussières

Référence réglementaire : AP du 22/12/1999, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Conception et aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières : <ul style="list-style-type: none">- les émissions de poussières sur les installations de traitement des matériaux doivent être soit abattues par pulvérisation d'eau, soit captées et épurées ;- la hauteur de chute des matériaux sur les tapis et les tas de stockage ne doit pas être supérieure à 3 m ;- la surface des tas de matériaux pulvérulents doit être protégée ou traitée pour éviter la dissémination des poussières par le vent.
Constats : <u>Constat 2022 (susceptible de suites) :</u> La plupart des installations sont capotées afin de limiter les émissions sonores et les poussières. La hauteur de chute des matériaux sur les tas de stockage est parfois supérieure à 3 m. L'exploitant doit veiller à rester en conformité sur ce point. Le jour de l'inspection, un tapis tournait à vide en émettant malgré tout des poussières. L'exploitant se doit de ne mettre en marche que les installations effectivement utiles à l'exploitation. <u>Constats 2023 :</u> Depuis la dernière inspection, l'exploitant indique avoir fait un rappel diffusé au chef de carrière, aux pilotes d'installation et conducteurs de chargeuse responsables du déstockage sous sauterelles concernant : 1/ Le respect d'une hauteur de chute maximum de 3 m 2/ Le fait de ne mettre en marche que les installations effectivement utiles à l'exploitation Concernant les points vus en 2022, lors de la visite, il a été constaté le respect des hauteurs de chute de 3 m maximum. Il n'a pas été constaté d'installation tournant à vide. <u>NON-CONFORMITÉ :</u> La surface des tas de matériaux pulvérulents n'est pas protégée ou traitée pour éviter la dissémination des poussières par le vent.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Poussières

Référence réglementaire : AP du 22/12/1999, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Conception et aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Nonobstant les dispositions de l'article 29, l'exploitant doit réutiliser ou collecter puis épurer les rejets à l'atmosphère de l'installation de concassage criblage et de l'usine de production de carbonates fins.
Constats : <u>Constats 2022 (susceptible de suites)</u> : Les rejets de poussières sont collectés dans les lignes process et dans les silos de stockage. En ce qui concerne les lignes de process, les poussières sont alors captées par des filtres à manche dont la maintenance est régulière. Le registre de suivi a été présenté à l'inspection. Les poussières des silos de stockage sont quant à elles récupérées par des filtres à poche. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un registre de suivi de la maintenance de ces filtres à l'inspection. L'exploitant doit mettre en place la maintenance de ces filtres. <u>Constats 2023 :</u> L'exploitant a transmis un tableau de changement des poches filtrantes formalisant la maintenance sur les filtres à poche des silos de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Déchets

Référence réglementaire : AP du 22/12/1999, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différentes catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les justificatifs de ces éliminations sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que les déchets (ferrailles, pneumatiques, pièces d'usure, ...) sont évacués dans ces conditions.</p> <p>Le stockage temporaire des déchets présentant des risques de pollution s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques et des eaux de crue.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats 2022 (susceptible de suites) : De nombreux déchets, principalement ferrailles et caoutchouc ont été observés éparpillés sur le site. De l'électroménager est présent au niveau de la benne à ferraille : un micro-onde dans la benne et un lave-vaisselle derrière celle-ci. D'après l'exploitant, cela serait un dépôt sauvage car une partie de l'emprise de la carrière est un chemin communal. Une zone de stockage de déchets du site en dehors du périmètre d'autorisation de la carrière est également existante. L'exploitant doit nettoyer son site et faire évacuer ses déchets dans les filières appropriées.</p> <p>Constats 2023 :</p> <p>Les déchets constatés en 2022 ont commencé à être évacués. Il n'y a plus de déchets éparpillés sur le site et il n'a pas été constaté la présence d'électroménagers comme vu en 2022. Il a été constaté la présence de bennes pour effectuer le tri des déchets sur une zone dédiée.</p> <p>NON-CONFORMITE MAJEURE : Il est une nouvelle fois constaté la présence d'une zone de stockage de divers déchets de l'exploitation (ferrailles, machines, palettes, bidons, tôles...) (cf. photos en annexe). La surface de stockage est importante (environ 1600 m²) et en dehors du périmètre d'autorisation.</p>

Certains des déchets entreposés sont souillés d'hydrocarbures. La végétation a largement poussé autour d'une grande partie d'entre eux ce qui laisse penser que la situation perdure depuis longtemps. Aucune évolution n'est d'ailleurs constatée depuis la dernière inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : Stockage de liquides

Référence réglementaire : AP du 22/12/1999, article 25.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2°) Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p>
Constats : <u>NON-CONFORMITE MAJEURE</u> : Il a été constaté la présence au niveau des ateliers de plusieurs fûts et bidons sans rétention. De plus : <ul style="list-style-type: none">- certains d'entre eux ne comportent pas d'étiquetage et certains autres ne contiennent pas le produit indiqué sur l'étiquette ;- certains fûts vides encore souillés doivent être évacués dans les filières adaptées. <u>DEMANDE DE COMPLEMENTS</u> : Pour les fûts bleus sur rétention, entreposés dans le hangar ouvert au fond à droite, et sur lesquels d'autres bidons sont superposés, il est demandé à l'exploitant de justifier de la suffisance de la rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Entretien et maintenance

Référence réglementaire : AP du 22/12/1999, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, entretien et maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires à la prévention, au traitement et à la mesure des pollutions ainsi que ceux nécessaires à la sécurité (panneaux, clôtures, barrières,...). Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôles, visites d'entretien préventif. Il diligente, sans délai, les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence. Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.
Constats : Les rapports de vérification des engins de chantier ont été consultés lors de l'inspection. Aucune non-conformité n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe : planche photographique

Entreposage de déchets (point de contrôle n°15)





Stockage de liquides sans rétention (point de contrôle n°16)





Poussières (points de contrôle n°10 et 13)



Capotage ou encoffrement des installations (point de contrôle n°7)



